

OUI, LA YOUGOSLAVIE EST UN ETAT OUVRIER

Quand le Parti Communiste Chinois dénonce l'opportuniste de la politique de coexistence pacifique, grosse de capitulations devant l'impérialisme ; quand il montre que Togliatti (et Thorez) pratiquent la collaboration des classes, reviennent à l'économisme et tournent le dos aux réels intérêts ouvriers, nous ne marchandons pas notre approbation à ces critiques qui ne font d'ailleurs que rejoindre celles que nous faisons depuis longtemps. Il est remarquable que, sur ces points, l'argumentation des communistes chinois soit étayée et rigoureuse (voir par exemple la critique de Togliatti reproduite dans l'Internationale N° 8). Par contre, il y a des questions où le Parti Communiste Chinois s'en tient aux injures, aux affirmations sans preuves, au rappel à l'autorité de la chose jugée indiscutable, et parmi celles-ci, d'abord le « révisionnisme yougoslave » qui aurait abouti au changement de nature de la Démocratie populaire de Yougoslavie, de la Ligue des communistes de Yougoslavie, et à leur passage dans le camp de l'ennemi.

Dans la « Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades » auquel « Pékin Information » consacre son numéro spécial I en langue française, le porte-parole du P. C. chinois écrit : « Constatons encore que, dans le passé, Maurice Thorez et d'autres camarades ont condamné à juste titre le programme révisionniste de la clique titiste de Yougoslavie affirmant que celle-ci avait « accepté les subsides des capitalistes américains » et que « ceux-ci les accordent évidemment non pour faciliter l'édification du socialisme. » Mais, dernièrement, quelqu'un a parlé d'« aider » la clique Tito « à reprendre la place qui lui est due dans la grande famille des partis frères » et Maurice Thorez et d'autres camarades se sont mis à parler beaucoup d'« aider la Ligue des communistes yougoslaves à reprendre sa place dans la grande famille communiste ». C'était là encore un virage de 180° sous la baguette. »

Que les virages du P.C. français s'effectuent sous la baguette, c'est incontestable. Mais le porte-parole chinois oublie seulement ici que la dénonciation de la « clique titiste » en 1948 était aussi un tournant à 180° effectué bien plus rapidement que le tournant actuel, et sous la baguette de Staline. Cela succédait à une longue période de louanges hyperboliques du modèle et de la plus héroïque des démocraties populaires.

Que s'est-il passé en 1948 ?

De tous les pays d'Europe où le capitalisme fut éliminé après la guerre, la Yougoslavie est le seul où le collectivisme ne fut pas importé (par étapes) sous la protection des baïonnettes de l'Armée rouge mais fut le produit d'une guerre civile impitoyable et d'une révolution qui entraîna les grandes masses ouvrières et paysannes. Celle-ci pourtant ne reçut aucune aide de l'URSS (Voir Mosha Jijade : « La fable de l'aide soviétique », étude jamais démentie). La raison en est maintenant très connue, et est publiée également sans démenti dans tous les écrits sur la conférence de Yalta : la Yougoslavie, où les intérêts économiques occidentaux étaient très importants avant la guerre, devait demeurer dans la zone capitaliste, et le roi Pierre II devait remonter sur son trône. Staline avait ainsi « livré » une révolution trop radicale pour son goût.

C'est contre ces accords de brigands dont il serait intéressant que les communistes chinois nous disent ce qu'ils pensent, que « la clique de Tito » se maintint au pouvoir. Les communistes d'Europe qui visitèrent la Yougoslavie avant 48 étaient témoins du radicalisme yougoslave en matière de socialisation, et des reportages qui ne devaient rien à « la baguette » s'établèrent alors dans la presse communiste, particulièrement française. Mais, au sein du Kominform, les représentants yougoslaves attaquaient l'opportuniste des P.C. français et italien dans des termes très semblables à ceux qu'emploient maintenant les Chinois.

Le leadership yougoslave était orienté vers la constitution d'une fédération balkano-danubienne d'Etats ouvriers. Ce fut sans doute l'élément décisif qui amena Staline à tenter de détruire la direction du Parti communiste yougoslave puis, les coups de « sa baguette » n'ayant entraîné que l'élimination de ses propres agents, ce fut la rupture spectaculaire par laquelle il tenta de briser l'Etat ouvrier yougoslave lui-même en l'isolant économiquement et politiquement. Tous les communistes des démocraties populaires politiquement liés à la Yougoslavie furent exécutés après des procès truqués sur le modèle des procès de Moscou. Ce fut notamment le cas de Rajk en Hongrie et de Kostov en Bulgarie.

La théorie de la Yougoslavie, Etat fasciste

Brusquement, les sycophantes de Staline expliquèrent dans le monde entier que la Yougoslavie était « un Etat fasciste ». En France, Pierre Courtade fut chargé de ce travail (en particulier, voir « Humanité » du 10 juin 1950).

Pourtant, dès 1946, la Yougoslavie avait nationalisé (sans indemnité ni rachat) toutes les entreprises d'une certaine importance et le commerce de gros et, en 1948, les entreprises de caractère local et le petit commerce. Elle n'avait pas socialisé la terre mais avait limité la propriété paysanne à 25 hectares et, dans le même temps, elle avait engagé une campagne d'adhésion volontaire aux fermes coopératives, qui, n'excluant pas des pressions, scandalisaient les défenseurs de la propriété privée.

Sur le plan politique, tout le pouvoir était entre les mains du Parti communiste, né comme parti de masse dans la guerre civile et qui avait remplacé **totalemment** le vieil appareil d'Etat monarchique. L'Armée, unique en son genre dans les démocraties populaires, gardait son allure d'armée de partisans, avec ses cadres sortis des maquis, anciens étudiants, ouvriers et paysans.

Comment, brusquement, un tel Etat pouvait-il être devenu fasciste ? Courtade s'en tirait en expliquant qu'il s'agissait de capitalisme d'Etat, sans s'apercevoir que son argumentation, dans la mesure où elle pouvait être prise au sérieux, se retournait contre toutes les démocraties populaires et contre l'U.R.S.S. elle-même, ce que les ultragauchistes se dépêchaient de faire.

Mais la rigueur théorique n'avait rien à faire là. Il s'agissait seulement de briser le premier schisme du mouvement communiste, né des progrès de la révolution. Et la Yougoslavie était, historiquement, le second en date des Etats ouvriers. (Le conflit sino-soviétique qui est le second jaillit de la constitution du troisième Etat ouvrier **surgit d'une révolution**. Ce n'est pas la seule proximité, apparemment paradoxale, entre Chine et Yougoslavie.)

Concessions à l'impérialisme

Pour Staline, il s'agissait de réduire la Yougoslavie, soit à une telle misère, qu'elle entraînerait le renversement du gouvernement Tito, soit à se tourner vers les Etats impérialistes et à leur faire des concessions en échange d'une aide économique.

Le même calcul était évidemment fait du côté impérialiste où l'on reprenait espoir de réaliser là, enfin, les accords de Yalta. En Yougoslavie même, il n'allait pas tarder à se trouver des porte-parole de l'idéologie de capitulation devant l'impérialisme. Le plus connu est Djilas. Passant de l'antistalinisme à l'anti-léninisme, il déclara bientôt : « Le type léniniste de parti et de l'Etat (la dictature par le parti) est dépassé » et amorça une révision qui le ramenait par la voie la plus courte aux mythes parlementaires de la social-démocratie.

La Yougoslavie fit effectivement des concessions à l'impérialisme. Ce fut sur le terrain de la politique internationale. En particulier elle approuva l'expédition yankee (sous couverture onusienne) en Corée. Et cette faute pèse évidemment lourdement contre elle du point de vue des communistes chinois. Mais ces concessions (que nous avons dénoncées comme il convient) sont à tout prendre moins criminelles que celles que fit l'URSS ou au long de la dictature de Staline et que les communistes chinois approuvent implicitement, alors même que certaines étaient faites à leurs dépens. Toutefois le problème que nous traitons ici, c'est de savoir si ces concessions ont changé le caractère de l'Etat yougoslave ?

L'évolution intérieure après la rupture

Seules des concessions touchant aux structures économiques, sociales et politiques de l'Etat auraient pu modifier sa nature. De ce point de vue Staline fut dérompé entièrement dans ses plans. C'est que, parmi les bureaucraties ouvrières, celle du Parti communiste yougoslave était la moins corrompue, la moins stabilisée, la plus proche du feu révolutionnaire qui l'avait formée ou renouvelée. Staline escomptait des réactions bureaucratiques. La rupture fut pour les communistes yougoslaves l'occasion d'un retour aux sources de Marx, Engels et Lénine. Ils cherchèrent, pour sauvegarder leur régime, un appui sur les masses ouvrières et paysannes. Staline ne pouvait concevoir cette éventualité.

Loin de faire des concessions à ce qui pouvait subsister de la bourgeoisie nationale et aux émigrés qui s'agitaient à Londres, loin de chercher à partager le pouvoir avec les anciennes classes dominantes, loin même de faire un gouvernement de coalition comme cela eut lieu dans toutes les autres démocraties populaires, et en Chine (ce qui eût pu les entraîner vers un « Thermidor », mais n'eût pas transformé **ipso facto** le régime en Etat fasciste), les idées de Djilas furent vite réprochées, leur auteur condamné, la collectivisation poussée et le rôle dirigeant du Parti communiste (devenu Ligue des communistes sans que cela changeât rien à sa structure) confirmé et renforcé.

En quoi la pratique du pouvoir par la Ligue des communistes yougoslaves diffère-t-elle donc de celle des autres partis communistes au pouvoir dans le monde ?

Il se peut que, pour le P.C. chinois, le rôle de leader du neutralisme de gauche, joué par Tito, soit d'un poids important, surtout à l'heure du conflit sino-indien. Mais cette politique ne diffère en quasi rien de celle de la coexistence pacifique et ne requiert pas une violence particulière. De plus, elle n'a pas empêché l'aide yougoslave à Cuba et à l'Algérie, d'autant plus appréciable que les ressources yougoslaves sont plus limitées.

Le pot aux roses

Une brochure récente du Parti communiste albanais : « La clique de Tito et le projet préliminaire de la nou-

velle constitution yougoslave » livre le mot du conflit sino-yougoslave.

Kardelj ayant déclaré que : « C'est de la question de savoir si un pays socialiste s'orientera vers la thèse de la nécessité absolue du renforcement toujours croissant de l'Etat — ce qui naguère était assez répandu dans le monde socialiste — ou bien vers l'auto-détermination sociale et les formes aussi démocratiques que possibles de la solution des contradictions dans le développement du socialisme que dépend l'orientation de l'édification générale du système politique et du mécanisme organisationnel de l'Etat socialiste », l'article albanais commente : « De cette façon, en rejetant la thèse marxiste-léniniste sur la nécessité du renforcement de la dictature du prolétariat dans les conditions de l'existence de l'impérialisme, Kardelj fait l'apologie de la thèse révisionniste de la liquidation de l'Etat socialiste au moyen de l'intégration des classes antagonistes, liquidation qui ouvre la voie à la restauration du capitalisme à l'intérieur du pays et à la capitulation devant l'impérialisme agressif sur le plan international. »

Constatons d'abord que, d'Etat fasciste, sous Staline, la Yougoslavie est maintenant sur la voie de la restauration du capitalisme et de la liquidation de l'Etat socialiste, ce qui est une évolution étrange.

Mais de quoi s'agit-il au fond ? Le révisionnisme dénoncé ici par les Albanais, malgré son étiquette « marxiste-léniniste », n'est pas la révision des idées de Marx et Engels pour lesquels : « Le premier acte par lequel l'Etat se manifeste réellement comme représentant de la société tout entière, la prise de possession des moyens de production au nom de la société, est en même temps son dernier acte caractéristique d'Etat. » (Thèse maintenue après la Commune qui ne supprimait pas l'« entourage capitaliste »). Ce n'est pas la révision des idées de Lénine qui précisait : « Le prolétariat a besoin de l'Etat — tous les opportunistes, les social-chauvins et les kautskistes le répètent en assurant que telle est la doctrine de Marx, mais ils « oublient » d'ajouter, premièrement, que d'après Marx il ne faut au prolétariat qu'un Etat en voie de dépérissement, c'est-à-dire constitué de telle sorte qu'il commence immédiatement à dépérir et ne puisse pas ne point dépérir. Deuxièmement, que les travailleurs ont besoin de l'« Etat », c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante. »

La révision yougoslave est la révision des conceptions stalinienne qui s'opposent à celles de Marx et de Lénine en justifiant l'Etat supercentralisé, la dictature de la bureaucratie, par la nécessité de faire face à l'impérialisme.

Les comités de gestion ouvriers, amorce de démocratie socialiste

Ce révisionnisme yougoslave est son apport le plus positif à la pratique socialiste de notre temps. Il rompt avec la pratique du stalinisme stigmatisée en 1953 par E. Kardelj en ces termes : « un gouvernement d'une caste bureaucratique, un despotisme sans principes, sans scrupules, sans honneur, une des plus sinistres et des plus réactionnaires créations de l'histoire humaine », et « Staline a créé une grande et imposante industrie grâce à une exploitation intense des ouvriers, une spoliation barbare des paysans, un travail d'esclaves et toutes sortes de procédés pharaoniques. »

Vladimir Bakaric a très bien exprimé, lors du VIIe Congrès de la Ligue des communistes, en avril 1958, comment fut ressenti en Yougoslavie le besoin de la constitution d'organismes démocratiques ouvriers fondant légitimement le pouvoir du Parti communiste. Parlant de l'époque de la rupture avec l'URSS, il dit : « C'est justement à cette époque où la pression contre notre pays fut la plus forte, qu'il devint évident que pour continuer le développement de sa cohésion, de son unité, de sa force défensive et en vue d'un développement économique et social plus rapide, les cadres d'une telle organisation étatique ne suffiraient pas et qu'un appareil d'Etat fermement centralisé, à l'instar des appareils ayant existé antérieurement, bien que d'une composition modifiée, n'était point adéquat pour réunir toutes les aspirations de la classe ouvrière, et des masses populaires. »

La plus importante conséquence de cette compréhension et de ce besoin de s'appuyer sur les masses conscientes s'est exprimé dans la création des comités de gestion ouvriers. Bien que ceux-ci, et les comités locaux, ne soient pas, au sens le plus élevé, des Soviets, c'est-à-dire des organismes politiques de masse à compétence générale, ils constituent un grand pas, et irréversible, dans le sens de la démocratie soviétique telle qu'elle exista dans les premières années de la Révolution russe, mais trop peu de temps pour donner des résultats décisifs.

L'exemple yougoslave donne d'ailleurs les fruits les plus positifs. N'est-il pas clair que l'étape que vient de franchir l'Algérie avec le décret qui généralise la pratique des comités de gestion s'inspire en l'adoptant de l'expérience yougoslave.

Quelles que soient donc les erreurs dont les communistes de Yougoslavie ont pu et peuvent encore se rendre coupables, leur progrès et leurs conquêtes positives devraient leur valoir la fraternité dans la critique de la part de tout le mouvement communiste.

M. DERVAL.